



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Rabii YOUSSEUS.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Michelle CASSAR, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Aline DESTAILLATS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Adhésion au club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique - ADEME Occitanie - Signature de la charte - Désignation d'un représentant

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est engagée dans la révision de son premier plan climat, approuvé par délibération du Conseil en date du 6 février 2014, en plan climat air énergie territorial. L'actualisation du diagnostic territorial, partagé lors du forum #ClimAct du 27 mars 2019, rappelle l'urgence qu'il y a à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter localement. Ce nouveau plan climat devra permettre l'accélération de la transition énergétique et écologique engagée sur le territoire. Afin d'atteindre des objectifs ambitieux, il est nécessaire d'associer les acteurs du territoire ainsi que de partager des retours d'expériences en la matière.

L'ADEME Occitanie accompagne depuis plus de 10 ans les collectivités et intercommunalités vers des démarches de transition énergétique et écologique en proposant un accompagnement technique, méthodologique, voire financier aux territoires.

Afin de renforcer l'animation auprès des territoires urbains, l'ADEME a créé le club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique ouvert aux 24 entités (métropoles, communautés urbaines et d'agglomérations) volontaires qui souhaitent s'impliquer dans cette animation collective.

Ce club des territoires urbains réunit à la fois des élu(e)s et des charge(é)s de mission en charge du suivi des thématiques énergie-climat à travers l'organisation de séminaires spécifiques, d'ateliers, de visites des sites permettant d'échanger et mettre en œuvre des projets concrets de transition énergétique et écologique.

L'ADEME est en charge de l'animation de ce club, avec l'appui d'un prestataire, et propose un partenariat gagnant-gagnant : les entités engagées acceptent de partager leurs connaissances et leurs projets et en retour, elles bénéficient des retours d'expérience structurés et argumentés d'autres entités de la région et hors région.

L'adhésion à ce club est gratuite, mais cet engagement est formalisé par la signature d'une charte et la désignation d'un élu référent.

Monsieur le Président propose la candidature suivante :

- **Madame Stéphanie JANNIN**

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Le Conseil, sur proposition du Président, décide à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

L'objet de cette charte est de rassembler, autour d'objectifs et de principes communs, des territoires urbains de la région Occitanie œuvrant à l'expérimentation, la généralisation, à l'amélioration continue et à la valorisation des démarches air-énergie-climat. Cette charte rappelle :

- Les objectifs du club formé par les signataires de la charte, l'ADEME et les partenaires régionaux ;
- Les engagements des membres du club, nécessaires à la réalisation de ces objectifs ;
- Les grands principes retenus pour le fonctionnement du club.

Les objectifs du club sont les suivants :

- Organiser la montée en compétence des membres par le partage et le retour d'expérience dans l'objectif d'une mise en œuvre accélérée de la transition énergétique ;
- Identifier et analyser collectivement les freins et surtout les leviers pour accélérer la réalisation des projets et programmes de transition énergétique sur les aspects techniques, financiers et juridiques. Cette réflexion collective s'appliquera aussi à l'évolution des pratiques sociales et aux meilleurs solutions de mobilisation de l'ensemble des acteurs (citoyens, entreprises, établissements publics...) ;
- Mettre à disposition des collectivités, des outils et des méthodes pour faciliter un maximum de projets dans un double objectif de sécurisation et de reproductibilité ;

- Favoriser l'accès aux dispositifs innovants de financement (ingénierie financière et juridique) de la transition énergétique à la fois régionaux, nationaux et internationaux ;
- Valoriser les démarches et les projets exemplaires des collectivités d'Occitanie ;
- Partager des informations avec d'autres réseaux et clubs aux échelles locale et régionale et contribuer à l'articulation des agendas des différentes sollicitations et manifestations « air-énergie climat » en région.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique de l'ADEME ;
- décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du club des territoires urbains engagés dans la transition énergétique et écologique de l'ADEME par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- procéder à cette désignation et autoriser la personne ainsi désignée à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout acte relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-85782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Charte Club TUTO

- Annexe Charte Club TUTO

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.